



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 9 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08 janvier 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ASSISTANCE RISQUE MAJEUR

7 allée des Fauvettes
86580 Vouneuil-sous-Biard

Références : 2026 34 UbD 16-86 Env 86
Code AIOT : 0003101181

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08 janvier 2026 dans l'établissement ASSISTANCE RISQUE MAJEUR implanté 7 allée des Fauvettes 86580 Vouneuil-sous-Biard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été diligentée afin de vérifier le respect des prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 13 avril 2022

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ASSISTANCE RISQUE MAJEUR
- 7 allée des Fauvettes 86580 Vouneuil-sous-Biard
- Code AIOT : 0003101181
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, appartenant au groupe Vitale Assistance (groupe Résiliants), est spécialisé dans les interventions de nettoyage après sinistre (incendie, dégâts des eaux...). Une partie est dédiée aux

bâtiments et aux biens (Poitou Charentes Assistance), et une autre aux opérations de désamiantage (Assistance Risque Majeur). Administrativement, le siège est situé au 7 allée des Fauvettes, sur le site de Poitou Charentes Assistance.

À noter que les deux sites sont mitoyens et que plus aucun accès n'existe entre les deux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ es observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétention des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 06/06/2018, article 2.8	Demande de justificatif
3	Contrôle périodique	Code de l'environnement Articles R 512-47 et R 512-48	Demande d'action corrective

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réseau de collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 06/06/2018, article 5.1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les travaux demandés relatifs à la gestion des eaux pluviales et respecte désormais sur ce point la prescription de l'arrêté de mise en demeure du 13 avril 2022.

En revanche, l'exploitant doit :

- justifier que la capacité de rétention est disponible en toutes circonstances ;
- faire procéder à un contrôle de ses installations par un organisme agréé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2018, article 2.8
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Prescription contrôlée : <i>Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</i> Mise en demeure du 13 avril 2022 <i>Dans un délai n'excédant pas 8 mois, l'installation est mise en conformité avec les prescriptions de l'annexe I à l'arrêté préfectoral du 6 juin 2018 susvisé en procédant à :</i> <ul style="list-style-type: none">◦ la mise en place d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport dont le dimensionnement est justifié, conformément à son 2.8 ; <i>[...]</i>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate la réalisation, en extérieur, au sud de la cour goudronnée, d'une rétention construite en mettant en place des bourrelets en mortier d'une hauteur de 12 cm autour de la zone de stockage d'une surface de 30 m², soit un volume de rétention de 3.6 m³.</p> <p>L'exploitant rappelle que le stockage de produits dangereux n'est réalisé qu'en extérieur, tel qu'indiqué dans la déclaration de modification des installations datée du 5 avril 2022. De ce fait, les guides D9 et D9A permettant d'évaluer le volume nécessaire des eaux d'extinction d'incendie et la capacité de rétention à associer ne peuvent s'appliquer. Considérant la quantité maximale de déchets de 1 tonne, l'exploitant estime que ce volume est suffisant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant explicite sa gestion des eaux pluviales et justifie qu'il est en capacité de maintenir un volume de rétention suffisant, en toutes circonstances.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Type de suites proposées : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Réseau de collecte des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/06/2018, article 5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>5. Eau</p> <p>5.1. Réseau de collecte et eaux pluviales</p> <p><i>Tous les effluents aqueux sont canalisés. Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales. Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat. Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</i></p> <p>Mise en demeure du 13 avril 2022</p> <p><i>Dans un délai n'excédant pas 8 mois, l'installation est mise en conformité avec les prescriptions de l'annexe I à l'arrêté préfectoral du 6 juin 2018 susvisé en procédant à :</i></p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> ◦ <i>la réalisation d'un plan des réseaux et la mise en place d'un dispositif de traitement adéquat des eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, conformément à son 5.1.</i>
<p>Constats :</p> <p>Un séparateur d'une capacité de 1 200 litres avec un débit de 6 litres / seconde a été installé. La</p>

<p>facture en atteste ainsi que les travaux visibles au niveau du parking de l'entreprise lieu d'implantation du décanteur déshuileur.</p> <p>Le plan des réseaux a été mis à jour.</p> <p>La mise en demeure sur ce point peut donc être levée</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement , articles R 512-47 et R 512-48
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>R. 512-47</p> <p><i>I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").</i></p> <p>R. 512-58</p> <p><i>Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun contrôle n'a été réalisé depuis la déclaration d'avril 2022, régularisant l'emplacement du site au 7 allée des fauvettes et non au 4 rue des Rouges-Gorges.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit faire réaliser dans les 2 mois un contrôle de ses installations par un organisme agréé. Il transmet à l'inspection un document justifiant la commande d'une telle prestation (devis signé...) dans un délai de 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Type de suites proposées : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois